



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
12 octobre 2012
Français
Original: anglais

Sixième session

Vienne, 15-19 octobre 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

Italie: projet de résolution

Assurer la bonne application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée,

Rappelant sa résolution 5/1 du 22 octobre 2010 intitulée "Assurer la bonne application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant",

Consciente de l'importance qu'il y a à assurer une adhésion universelle à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux Protocoles s'y rapportant¹, ainsi que leur pleine application,

Réaffirmant l'importance de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, principaux outils dont la communauté internationale dispose pour combattre la criminalité transnationale organisée,

Saluant les efforts déployés par les États parties pour appliquer la Convention et les Protocoles s'y rapportant, et reconnaissant qu'il reste encore à faire pour utiliser pleinement et efficacement ces instruments,

Se félicitant de la création, par le Secrétaire général, de l'équipe spéciale des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues en tant que menaces pour la sécurité et la stabilité, dans le but d'élaborer une riposte efficace, globale et concertée face à ces défis,

* CTOC/COP/2012/1.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.



Notant l'importance, dans le cadre de la poursuite de l'action commune de la communauté internationale contre la criminalité transnationale organisée, de la réunion d'information de haut niveau sur les problèmes rencontrés dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues, qui s'est tenue à New York, le 7 février 2012,

Rappelant que le thème du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale sera: "L'intégration de la prévention de la criminalité et la justice pénale dans la stratégie plus large de l'Organisation des Nations Unies, pour faire face aux problèmes sociaux et économiques et pour promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public",

Reconnaissant qu'il importe d'appliquer la Convention et les Protocoles s'y rapportant dans le cadre des activités menées par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit ainsi qu'aux fins de l'élaboration du programme d'action des Nations Unies en faveur du développement au-delà de 2015,

Notant avec préoccupation l'apparition de nouvelles formes et dimensions de la criminalité transnationale organisée et réaffirmant que la Convention, en tant qu'instrument mondial recueillant une large adhésion, offre le champ de coopération le plus étendu pour lutter contre les formes existantes et nouvelles de criminalité transnationale organisée,

Profondément préoccupée par les effets préjudiciables de la criminalité organisée sur les droits de l'homme, l'état de droit, la sécurité et le développement, par sa complexité, sa diversité et ses aspects transnationaux, ainsi que par les liens qu'elle entretient avec d'autres activités criminelles et, dans certains cas, terroristes,

Reconnaissant que la Convention offre un fondement unique pour la coopération internationale dans différents domaines de la lutte contre la criminalité transnationale organisée et qu'elle a, à cet égard, un potentiel à exploiter,

Reconnaissant également que l'assistance technique est essentielle pour assurer la bonne application des dispositions de la Convention et des Protocoles s'y rapportant,

Reconnaissant en outre la nécessité de disposer d'informations précises sur les tendances et schémas mondiaux de la criminalité, y compris les formes nouvelles ou naissantes de la criminalité organisée, et la nécessité d'améliorer la qualité, la portée et l'exhaustivité des données sur la criminalité organisée,

Se félicitant des résultats du programme pilote d'examen, auquel a volontairement participé un groupe d'États parties de différentes régions, de l'évaluation de ce programme et de la finalisation de la liste de contrôle globale pour l'auto-évaluation (l'outil "omnibus"),

1. *Note avec satisfaction* que le nombre de Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée² a atteint 172, demande de nouveau aux États Membres qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de ratifier la

² Ibid., vol. 2225, n° 39574.

Convention et les Protocoles s'y rapportant³ ou d'y adhérer, et encourage les États parties à appliquer pleinement ces instruments;

2. *Encourage* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en consultation avec les États Membres, à poursuivre son action pour faire face aux menaces que pose la criminalité transnationale organisée, notamment les différentes formes de criminalité qui entrent dans le champ d'application de la Convention et qui constituent une préoccupation commune pour les États parties;

3. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en consultation avec les États Membres et en coopération avec les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, d'améliorer la collecte, l'analyse et la communication de données précises, fiables et comparables sur les tendances et schémas de la criminalité organisée, conformément à l'article 28 de la Convention;

4. *Prie également* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer de sensibiliser les esprits aux effets préjudiciables de la criminalité organisée par le biais de campagnes de sensibilisation ainsi que d'activités d'information et de partenariats en direction de la société civile et du secteur privé, le félicite des messages d'intérêt public qu'il diffuse sur la criminalité organisée et des campagnes actuellement menées dans les médias, et encourage les États parties à appuyer ces campagnes selon qu'il convient;

5. *Prie en outre* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer de fournir une assistance technique pour accompagner et compléter les activités et programmes thématiques, nationaux et régionaux en tenant compte des besoins des États Membres dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée;

6. *Se félicite* de l'adoption, à sa sixième session, du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, qui a pour objet d'aider les États parties à appliquer la Convention et les Protocoles s'y rapportant, et engage les États parties à prendre une part active aux activités du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme, notamment en ce qui concerne les tendances, les questions nouvelles liées à l'application et les besoins d'assistance technique, dans le cadre des termes de référence du mécanisme d'examen qui ont été convenus;

7. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer d'élaborer des outils d'assistance technique à forte valeur ajoutée, tels que des manuels et des commentaires d'ordre juridique et pratique concernant les instruments dans leur ensemble, des questions transversales comme le renseignement en matière criminelle et la protection des témoins, et des questions particulières, y compris celles qui sont abordées dans le cadre du premier cycle du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, dont elle ou l'un de ses groupes de travail peut demander ou juger utile l'examen;

³ Ibid., vol. 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

8. *Prie également* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de fournir une assistance technique sur la diffusion et l'application de ces bonnes pratiques, en vue de renforcer la capacité des États à appliquer et à utiliser la Convention et les Protocoles s'y rapportant, et d'améliorer l'efficacité des activités d'assistance technique menées par l'Office pour lutter contre la criminalité transnationale organisée;

9. *Se félicite* de l'élaboration par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, conformément à ses résolutions 5/1 et 5/8, de nouveaux outils destinés aux praticiens de la justice pénale en vue de diffuser les bonnes pratiques et les enseignements dégagés et de favoriser la bonne application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, tels que le recueil d'affaires de criminalité organisée, portant sur un large éventail d'infractions liées à la criminalité organisée et de lois nationales connexes, le guide pratique destiné à faciliter la formulation, la transmission et l'exécution des demandes d'extradition et d'entraide judiciaire en application des articles 16 et 18 de la Convention, et le guide pratique destiné à faciliter la coopération internationale et interrégionale aux fins de la confiscation dans le cadre de la lutte contre la criminalité transnationale organisée et prie donc l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de promouvoir et de diffuser les outils susmentionnés, y compris par le biais d'un bulletin en ligne et de son portail de gestion des connaissances, et d'en faire usage pour ses activités d'assistance technique;

10. *Salue* les efforts en cours déployés pour définir une approche intégrée des programmes, notamment des programmes thématiques et régionaux, pour l'exécution des fonctions normatives et d'assistance technique de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et encourage les États parties à mettre à profit les activités d'assistance technique décrites dans les programmes régionaux de l'Office pour accroître la coopération régionale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée;

11. *Prie instamment* les États parties de verser des contributions volontaires suffisantes au compte établi conformément au paragraphe 2 c) de l'article 30 de la Convention pour la fourniture de l'assistance technique, et invite les États Membres et autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies;

12. *Appelle l'attention* des États parties sur l'article 31 de la Convention et les encourage à mettre en œuvre des stratégies, politiques et mesures appropriées pour prévenir la criminalité transnationale organisée;

13. *Se félicite* des activités menées par le Groupe de travail sur la coopération internationale et prie l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer à établir des réseaux et d'autres mécanismes pour faciliter la coopération formelle et informelle, notamment à travers des réunions et des échanges de données d'expériences aux niveaux régional et interrégional entre les praticiens, en vue de tirer parti des connaissances acquises par le biais des instruments et mécanismes susmentionnés et de mettre en commun ces connaissances;

14. *Se félicite également* des activités menées par le Groupe de travail sur la traite des personnes, décide que les mandats du Groupe devraient être élargis et que ses futurs domaines de travail devraient tenir compte des recommandations figurant

dans son rapport⁴, se félicite du document de travail de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur l'abus d'une situation de vulnérabilité et d'autres moyens envisagés dans le cadre de la définition de la traite des personnes, prie le Secrétariat de poursuivre ses travaux d'analyse des concepts de base du Protocole relatif à la traite des personnes au moyen de documents techniques analogues et prie également l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de renforcer ses travaux de coordination interinstitutions concernant les efforts de lutte contre la traite des personnes, en particulier en ce qui concerne l'action du Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes;

15. *Se félicite en outre* des débats de fond et des activités menés par le Groupe de travail sur le trafic illicite de migrants et décide que les mandats du Groupe devraient être élargis et que ses futurs domaines de travail devraient tenir compte des recommandations figurant dans son rapport⁵;

16. *Se félicite* des débats de fond et des activités menés par le Groupe de travail sur les armes à feu et décide que les mandats du Groupe devraient être élargis et que ses futurs domaines de travail devraient tenir compte des recommandations figurant dans son rapport⁶;

17. *Encourage* le groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels à poursuivre ses activités de manière constructive, en mettant l'accent sur l'importance de l'élaboration de lignes directrices sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale en vue de combattre et de prévenir la participation de la criminalité transnationale organisée à cette forme de trafic;

18. *Décide* de continuer à échanger des informations sur les expériences et pratiques concernant l'application de la Convention aux nouvelles formes et dimensions de la criminalité transnationale organisée qui entrent dans le champ d'application de la Convention et qui constituent une préoccupation commune pour les États parties et, à cette fin, prie le Groupe de travail sur la coopération internationale d'échanger des informations sur les expériences et pratiques dans ce domaine;

19. *Se félicite* du rapport sur l'assistance technique fournie aux États concernant l'application de la Convention contre la criminalité organisée aux nouvelles formes et dimensions de la criminalité transnationale organisée⁷, comme la cybercriminalité, la piraterie maritime, la criminalité environnementale, le trafic de biens culturels ainsi que le trafic d'organes et de médicaments frauduleux, et encourage les États parties à renforcer encore leurs cadres juridiques pour prévenir et combattre les nouvelles formes et dimensions de la criminalité transnationale organisée d'une manière compatible avec la Convention et prie l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'apporter aux États parties l'assistance technique voulue;

20. *Prie instamment* les États parties de promouvoir, au sein du système des Nations Unies, une réponse stratégique, volontariste et globale au problème de la criminalité transnationale organisée, et prie le Secrétariat de l'informer, à sa

⁴ CTOC/COP/WG.4/2011/8, par. 5 à 51.

⁵ CTOC/COP/WG.7/2012/6, par. 3 à 58.

⁶ CTOC/COP/2012/6, par. 4 à 43.

⁷ CTOC/COP/2012/7.

septième session, des mesures prises pour intégrer les réponses à la criminalité transnationale organisée à l'action menée par le système des Nations Unies, notamment dans le domaine des droits de l'homme, de l'état de droit, de la sécurité et du développement.
